

conservait-il à ce moment une apparence de fonctionnement régulier qu'il allait bientôt perdre.

Sorti de la capitale le 3 juin 1863 avec son personnel de fonctionnaires et d'employés, accompagné des membres du congrès et appuyé sur une armée organisée, Juarez avait vu tout cela fondre autour de lui à mesure qu'il promenait d'une ville à l'autre son administration errante et sans cesse amoindrie. Acculé dans Monterey avec une poignée de partisans, il lui restait, pour dernière ressource pécuniaire et pour dernier vestige de son autorité, la perception des droits de douane à Matamoros. Cela même allait bientôt lui manquer. Le mois d'août suivant devait voir Juarez fuyant à travers les plaines désolées du Chihuahua, pour aller chercher un asile dans les solitudes à peine explorées qui n'ont plus guère de territoire mexicain que le nom.

Certes, il s'en fallait encore que l'intervention et l'empire fussent en présence d'un pays pacifié. Plusieurs districts lointains restaient à réduire ; des bandes nombreuses continuaient à battre la campagne et imposaient une tâche fort rude aux colonnes chargées d'en finir avec elles. Mais ce n'étaient plus que les efforts sans ensemble et sans espoir de quelques chefs s'opiniâtrant contre la fortune et destinés à succomber l'un après l'autre dans leur isolement, ou les coups de main de coureurs de grands chemins pour qui la guerre devenait prétexte à brigandages. Même sur le

petit nombre de points où la résistance conservait un semblant d'organisation, elle était visiblement arrivée aux convulsions finales d'une lutte à laquelle vont manquer les combattants.

Sauf la vigilance que devait exiger longtemps encore le rétablissement d'une vie publique régulière chez un peuple qui en avait perdu la notion, la tâche militaire se réduisait désormais à peu de chose, et elle avait pour auxiliaire la disposition toute nouvelle des populations à lui prêter main-forte. Cette disposition ne pouvait manquer de s'affirmer et de grandir, à mesure que le sentiment de la stabilité remplacerait la continuelle incertitude où l'on avait vécu jusqu'alors. Le grand résultat obtenu par l'intervention d'abord, par la régence ensuite, consistait précisément à avoir fait naître cette conviction que le Mexique allait enfin posséder un régime politique à l'abri des compétitions subalternes et des revirements perpétuels occasionnés par les querelles d'hommes ou de partis. La voix de l'intérêt personnel a partout sa puissance ; la nation mexicaine était excédée de la vie d'alertes et de l'existence au jour le jour que lui avaient faites les révolutions ; elle appréciait, par les premiers fruits qu'elle en recueillait, le bienfait d'un état de choses qui lui permettait de compter sur le lendemain. Pour peu que la suite confirmât les promesses du début, les plus récalcitrants en apparence n'étaient pas éloignés de se rallier. En ce sens, malgré ce qui restait

à faire, on pouvait dire sans exagération que le plus difficile était fait. M. Zamacona le constatait lui-même par son allusion aux progrès de la « conquête morale. » On était arrivé, en un mot, à cette phase de transition, pierre de touche des régimes nouveaux, où le dernier mot dépend non plus de la force mais de la politique, et où la conduite des gouvernants décide de l'issue.

D'apparentes analogies ont fait assimiler la tentative impériale du Mexique à celle de Napoléon I<sup>er</sup> pour asseoir son frère Joseph sur le trône d'Espagne. Il est certain que les deux entreprises ont eu, dans leurs conséquences définitives, un contre-coup également funeste pour la France et renferment un même enseignement en matière d'intervention; mais des traits essentiels les distinguent l'une de l'autre. La guerre de 1808 était en fait une guerre de conquête, tendant à faire de la Péninsule ibérique une vassale de l'empire français. Le roi qu'on voulait substituer au monarque espagnol, déloyalement retenu en captivité, était un prince de la nouvelle dynastie française, destiné à n'être que le docile instrument du maître qui régnait aux Tuileries; sa présence à Madrid était une menace non équivoque pour l'indépendance et l'autonomie du peuple qu'il venait en quelque sorte gouverner par procuration. Son avènement entraînait, comme complément inévitable, une occupation française en permanence et le renon-

cement à toute politique nationale. L'empereur Maximilien arrivait au Mexique dans des conditions foncièrement différentes. Aucun lien de famille, d'origine ou d'intérêt n'existait entre lui et le souverain dont l'armée lui avait préparé le chemin du trône. La solidarité dans laquelle les événements venaient de les réunir ne pouvait être, par la force des choses, que passagère et limitée. A part quelques avantages commerciaux et la satisfaction d'une influence purement platonique, la France n'avait rien à prétendre, rien à attendre d'un empire situé à deux mille lieues de l'Europe, et qui, pendant de longues années, allait être absorbé dans l'œuvre de son affermissement et de sa réorganisation intérieure. Loin de songer à perpétuer une immixtion active dans les affaires mexicaines, elle trouvait déjà trop lourd et trop prolongé le rôle auquel l'avaient entraînée les événements, plutôt que sa volonté réfléchie; elle aspirait par-dessus tout à en abrégier la durée. Le nouvel empereur n'apportait donc que sa personnalité. Pour la faire accepter, il n'avait à vaincre ni les répugnances ni les défiances qu'inspiraient aux Espagnols les attaches du roi Joseph. Outre qu'il comptait d'avance un grand nombre de partisans résolus et ouvertement engagés dans sa cause, il n'avait contre lui aucun sentiment irréciliable. L'administration intérimaire de la Régence, dirigée avec une véritable habileté par le général Almonte, avait eu l'avantage de faire

opérer par des mains mexicaines la première transition entre l'ordre de choses républicain et le régime impérial ; la période d'installation et d'essai, toujours pleine d'écueils en pareille matière, était ainsi franchie, et franchie de la façon la plus heureuse, car elle avait fait voir comment l'intervention pourrait continuer à être un appui sans devenir un joug. Il y avait loin de cette situation à celle en face de laquelle s'était trouvé à Madrid le frère de Napoléon I<sup>er</sup>. Au lieu d'entrer en ennemi dans un pays soulevé presque d'un bout à l'autre, Maximilien arrivait au milieu de populations plus hésitantes qu'hostiles, déjà gouvernées en son nom, et chez qui l'impression dominante à son égard était peut-être une curiosité anxieuse prête à se changer en espérance. Pour se livrer définitivement, ces populations n'attendaient qu'une chose : savoir s'il était bien vrai qu'elles allaient enfin avoir un gouvernement d'ordre, d'organisation et de prospérité.

On va trouver, je le sais, que ces trois mots ressemblent à une ironie, prononcés en parlant du Mexique, le terrain proverbial des révolutions et des contre-révolutions périodiques. C'est qu'on juge le pays d'après les événements qui en ont fait la proie de l'anarchie, et non d'après les éléments qu'il renferme. On fait peser sur la nation mexicaine tout entière la condamnation que méritent seuls quelques centaines d'individus habitués et intéressés à ne jamais la laisser en repos. Le vrai

malheur du Mexique a été de voir la question de gouvernement fatalement mêlée, dès le lendemain de son indépendance, à ce redoutable problème de la question religieuse, ou, pour parler plus exactement, de la question ecclésiastique, qui devient une source de bouleversements sans fin partout où il ne se rencontre pas un pouvoir exécutif assez fort pour le trancher d'un seul coup. Au fond des mille et un *pronunciamentos* dont se compose l'histoire mexicaine depuis un demi-siècle, il n'y a pas eu autre chose, en réalité, que la lutte toujours renaissante du parti libéral, cherchant à briser la prépondérance ecclésiastique, et du parti théocratique défendant à outrance ses prérogatives et son influence séculaires. Quand le premier de ces partis venait à triompher, le second recourait à tous les moyens pour reprendre le dessus ; puis, comme le vainqueur ne manquait jamais d'abuser de la victoire, ses adversaires, à leur tour, se renforçaient rapidement et parvenaient bientôt à ressaisir le pouvoir. De là une succession constante d'avénements et de renversements d'autant plus répétés que la guerre intestine, passée à l'état endémique, avait fini par créer un effectif flottant d'hommes d'aventure et de désordre, toujours prêts à embrasser la cause qui tenait la campagne et fournissait un drapeau à leur vagabondage guerroyant. De loin, on n'apercevait et l'on ne pouvait apercevoir que ces contingents de révolte en permanence, boulever-

sant sans cesse le pays, tantôt avec un mot d'ordre, tantôt avec un autre, et l'on était naturellement enclin à envelopper toute la population dans le jugement qu'on portait sur eux. Il s'en fallait de beaucoup, cependant, que l'ensemble de la nation méritât une si dure appréciation. A côté des groupes d'ambitieux, d'obstinés ou d'impatients qui se disputaient le gouvernement dans des vues différentes, à côté des bandes qui servaient tour à tour de troupes à ces coups de main alternatifs, il y avait le corps de la nation qui ne partageait ni les passions, ni les violences des meneurs. Par une conséquence qu'amènent en tous pays les secousses prolongées, la masse était devenue indifférente et passive ; elle laissait faire et avait pris l'habitude de subir docilement les régimes qui se succédaient, bornant son effort à tâcher que chaque changement lui coûtât le moins cher possible. Mais, dans son apathie résignée, elle restait honnête et laborieuse, appelant des jours meilleurs et ne demandant pas mieux que de se ranger autour de l'homme qui les lui apporterait.

L'empereur Maximilien, appuyé sur la France, semblait les lui promettre d'une manière assez sérieuse pour qu'elle se tournât vers lui, et l'aveu découragé de M. Zamacona montre quel entraînement commençait à se manifester. On en pourrait trouver une preuve plus concluante encore dans l'ardeur avec laquelle s'éveillait de toutes

parts l'esprit d'entreprise. Secouant sa timidité et sortant de ses cachettes, l'argent osait, pour la première fois depuis longtemps, se hasarder au grand jour. Il y était enhardi par l'empressement des capitaux étrangers, qui affluaient des Etats-Unis aussi bien que de l'Europe. Les projets de lignes télégraphiques, de chemins de fer, de routes, de canaux, de colonisation, d'exploitations industrielles et commerciales se multipliaient avec un élan qui tenait de la fièvre. Mexico était plein, non pas seulement de Français, mais d'Anglais, d'Américains, d'Allemands, qui n'attendaient que l'installation du nouveau souverain pour jeter des millions dans le pays. Détail important à noter : les millions venus du nord des Etats-Unis étaient les plus impatients de trouver un emploi. La perspective de réaliser des bénéfices en or, alors que le papier-monnaie se dépréciait de plus en plus à New-York, alléçait les capitalistes. Cette ardeur était doublement précieuse ; avec un concours pécuniaire presque illimité, elle devait amener, dans un temps donné, l'adhésion politique du cabinet de Washington. Il s'y joignait un mouvement d'immigration partant à la fois de toutes les parties de l'Union, qui promettait des bras, de l'intelligence et l'importation de cet esprit d'initiative auquel le nouveau monde est redevable de tant de merveilles. La confiance de l'argent, devenue de nos jours la plus grande force que puisse souhaiter un gouvernement, pré-